



**KPMG S.A.**  
25 Rue Hubert Curien  
Parc d'Activité Romanet  
87000 Limoges

# ASSOCIATION POLE EUROPEEN DE LA CERAMIQUE

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025  
ASSOCIATION POLE EUROPEEN DE LA CERAMIQUE  
Parc Ester - BP 6911 - 87069 Limoges Cedex

Ce rapport contient 24 pages.

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre, Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



**KPMG S.A.**  
25 Rue Hubert Curien  
Parc d'Activité Romanet  
87000 Limoges

## **ASSOCIATION POLE EUROPEEN DE LA CERAMIQUE**

Parc Ester - BP 6911 - 87069 Limoges Cedex

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'association POLE EUROPEEN DE LA CERAMIQUE,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association POLE EUROPEEN DE LA CERAMIQUE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

##### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note << 1.2. Règles générales >> de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application des règlements ANC n° 2022-06.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Limoges, le 5 mai 2026

KPMG S.A.



**Elisabeth Leflaive**

Associée

**ASSOCIATION POLE EUROPEEN DE LA CERAMIQUE**

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Actif		Au 31/12/2025			Exercice précédent
		Montant brut	Amort. ou Dépré.	Montant net	Au 31/12/2024
Capital souscrit non appelé (I)					
Frais d'établissement (II)					
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais de développement Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires Fonds commercial Autres immobilisations incorporelles <sup>(1)</sup> Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes TOTAL			
	Immobilisations corporelles	Terrains Constructions Installations techniques, matériel et outillage industriels Autres immobilisations corporelles Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes TOTAL	30 888	24 763	6 125
					6 709
	Immobilisations financières (2)	Participations Créances rattachées à des participations Titres immobilisés de l'activité de portefeuille Autres titres immobilisés Prêts Autres immobilisations financières TOTAL	5 172		5 172
Total de l'actif immobilisé (III)		36 061	24 763	11 298	11 882
Actif circulant	Stocks et en-cours	Matières premières et autres approvisionnements En-cours de production de biens En-cours de production de services Produits (intermédiaires et finis) Marchandises TOTAL			
	Créances (3/4)	Avances et acomptes versés sur commandes Créances Clients et Comptes rattachés Autres créances Charges constatées d'avance Capital souscrit appelé, non versé TOTAL	148 341	5 425	142 916
					48 167
					307 019
					32 995
	VMP	Actions propres Autres titres	502 799	5 425	497 374
					388 182
	Divers	Instruments financiers à terme et jetons détenus Disponibilités TOTAL	120 503		120 503
					101 197
					101 197
Total de l'actif circulant (IV)		623 302	5 425	617 877	489 380
Frais d'émission des emprunts (V)					
Primes de remboursement des emprunts (VI)					
Écarts de conversion et différences d'évaluation - Actif (VII)					
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI+VII)		659 364	30 188	629 176	501 262
Renvois : (1) Dont droit au bail (2) Dont à moins d'un an (3) Dont à moins d'un an (4) Dont à plus d'un an				502 799	
Clause de réserve de propriété		Immobilisations	Stocks	Créances clients	

Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Capitaux propres	Capital (dont versé : )		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport		
	Écarts de réévaluation		
	Écarts d'équivalence		
	Réserves :		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	135 000	135 000
	Report à nouveau	101 576	99 725
Aut. fonds propres	Résultats antérieurs en instance d'affectation		
	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	2 376	1 851
	Situation nette avant répartition	238 953	236 576
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres (I)	238 953	236 576
	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres (I bis)		
Provisions	Provisions pour risques		4 673
	Provisions pour charges	34 640	33 225
	Total des provisions (II)	34 640	37 898
Dettes (2)	Emprunts et dettes assimilées		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières diverses (1)		
	Instruments financiers à terme		
	Total des emprunts et dettes assimilées		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	40 304	59 558
	Dettes fiscales et sociales	117 881	109 313
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		100
Renvois	Produits constatés d'avance	197 396	57 815
	Total des dettes (III)	355 582	226 786
	Écarts de conversion et différences d'évaluation - Passif (IV)		
	TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV)	629 176	501 262
	Crédit-bail immobilier		
	Crédit-bail mobilier		
	Effets portés à l'escompte et non échus		
	(1) Dont emprunts participatifs		
	(2) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	355 582	226 786

		France	Exportation	Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Ventes de marchandises				
	Production vendue : - Biens				
	- Services	430 561		430 561	423 401
	Montant net du chiffre d'affaires	430 561		430 561	423 401
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions			407 399	510 684
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions			5 364	771
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles				
	Autres produits			393	1 233
Total des produits d'exploitation (I)				843 718	936 091
Charges d'exploitation	Achats de marchandises				
	Variation de stocks				
	Achats de matières premières et autres approvisionnements				
	Variation de stocks				
	Autres achats et charges externes (1)			354 405	430 269
	Impôts, taxes et versements assimilés			5 741	5 609
	Salaires			334 211	344 570
	Cotisations sociales			142 918	136 086
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations :				
	Sur immobilisations : dotations aux amortissements			2 885	4 501
	Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			600	4 937
	Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
	Dotations aux provisions			1 415	10 246
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées				
	Autres charges			587	1
Total des charges d'exploitation (II)				842 764	936 221
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)				953	-130
QP sur opér. commun	Bénéfice attribué ou perte transférée		(III)		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		(IV)		
Produits financiers	De participations (2)				
	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (2)				
	Autres intérêts et produits assimilés (2)			1 419	1 996
	Reprises sur dépréciations et provisions				
	Différences positives de change			3	
	Produits des cessions d'immobilisations financières				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie					
Total des produits financiers (V)				1 422	1 996
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
	Intérêts et charges assimilées (3)				
	Différences négatives de change				14
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie				
Total des charges financières (VI)					14
2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)				1 422	1 981
3. RÉSULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV + V - VI)				2 376	1 851

	Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits exceptionnels (4) (VII)		
Charges exceptionnelles (5) (VIII)		
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		
Participation des salariés aux résultats (IX) Impôt sur les bénéfices (X)		
Total des produits (I + III + V + VII)	845 141	938 087
Total des charges (II + IV + VI + VIII + IX + X)	842 764	936 236
BÉNÉFICE OU PERTE	2 376	1 851
(1) Y compris - redevances de crédit-bail mobilier - redevances de crédit-bail immobilier		
(2) Dont produits concernant les entités liées		
(3) Dont intérêts concernant les entités liées		
(4) Dont - Produits afférents à des exercices antérieurs - Incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(5) Dont - Charges afférentes à des exercices antérieurs - Incidence après impôt des corrections d'erreurs		



## Contributions volontaires

– Bénévolat : prestations fournies par les chefs d'entreprise

Les prestations fournies par les chefs d'entreprise ne sont pas comptabilisées ni en produits, ni en charges.

Ces prestations, suivies extra comptablement à partir d'un relevé nominatif des présences, ont été valorisées sur la base de journées de bénévolat, pour un montant global de 285 976 euros.

### 1.1. Contributions volontaires en nature

	Exercice N	Exercice N-1
Dons en nature	-	-
Prestations en nature	285 976	277 014
Bénévolat	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>285 976</b>	<b>277 014</b>

### 1.2. Charges des contributions volontaires en nature

	Exercice N	Exercice N-1
Secours en nature	-	-
Mises à disposition gratuite de biens	-	-
Prestations en nature	285 976	277 014
Personnel bénévole	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>285 976</b>	<b>277 014</b>

## ASS Pôle Européen de la Céramique

# Annexe aux comptes de l'exercice clos le 31/12/2025



# Table des matières

1. Règles et méthodes comptables .....	3
1.1. Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre ...	3
1.2. Règles générales .....	3
1.3. Immobilisations corporelles et incorporelles.....	5
1.4. Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières.....	5
1.5. Créances .....	6
2. Informations relatives au bilan .....	6
2.1. Actif .....	6
2.1.1. Etat de l'actif immobilisé (brut) .....	6
2.1.2. Tableaux des amortissements .....	7
2.1.3. Immobilisations financières .....	7
2.1.4. Produits à recevoir .....	9
2.1.5. Créances .....	10
2.2. Passif .....	11
2.1.2. Provisions pour risques et charges.....	12
2.1.3. Dettes financières et autres dettes .....	13
2.1.4. Charges à payer .....	14
3. Informations relatives au compte de résultat.....	15
3.1. Rémunération des commissaires aux comptes.....	15
3.2. Subventions d'exploitation.....	15

## 1. Règles et méthodes comptables

### **Désignation de l'association : Pôle Européen de la Céramique**

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2025, dont le total est de 629 176 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 2376.6 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01 janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels, lesquels seront arrêtés le 20 avril 2026 par le Conseil d'Administration.

#### **1.1. Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre**

Unique pôle de compétitivité dédié aux céramiques et labellisé depuis 2005, le Pôle Européen de la Céramique de Limoges est reconnu comme expert en France.

Il fédère actuellement autour des activités du domaine plus de 150 adhérents (industriels, organismes de recherche et technologiques, centres de formation), principalement situés en France, mais également, à l'étranger (Allemagne, Suisse, Portugal, Belgique, Italie...).

Le Pôle Européen de la Céramique a pour mission de dynamiser l'activité du secteur de la céramique par l'innovation.

Ainsi, il anime son réseau afin de favoriser la capacité de celui-ci :

- à innover par un soutien actif au montage de projets innovants et collaboratifs,
- à croître via des actions de promotion et de mise en relation,
- à se développer à l'échelle européenne et internationale.

Les principaux moyens financiers dont disposent l'association pour mener à bien ses différentes missions sont détaillées ci-après :

- cotisations des adhérents
- organisation de journées techniques
- subventions

#### **1.2. Règles générales**

### **Cadre de référence et présentation de l'entité**

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été établis et l'annexe a été rédigée conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan comptable général, ainsi qu'aux dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 applicable aux personnes morales de droit privé à but non lucratif. Ils tiennent également compte des dispositions issues du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, applicable obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

### **Changement de réglementation comptable (ANC 2022-06)**

La première application du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers constitue un changement de méthode comptable au sens de l'article L.123-17 du Code de commerce.

Ce changement résulte d'un changement de réglementation comptable au sens de l'article 122-1 du Plan comptable général et n'a pas à être justifié.

Conformément aux dispositions d'entrée en vigueur, l'application est prospective à compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, sans retraitement des comptes antérieurs, à l'exception, le cas échéant, des reclassements de présentation nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan, de compte de résultat et d'annexe.

### **Impacts sur les principaux postes de l'exercice 2025**

Conformément à l'article 831-3 du Plan comptable général, la première application prospective du règlement ANC n° 2022-06 est décrite ci-après au travers de ses impacts sur les principaux postes de l'exercice 2025, lorsque ces impacts sont significatifs.

Aucun impact significatif n'a été identifié sur les principaux postes de l'exercice 2025 au titre de l'application prospective du règlement ANC n° 2022-06.

En particulier, l'entité n'a pas relevé, au titre de l'exercice, d'opérations de nature à entraîner une information spécifique significative relative à des cessions d'immobilisations reclassées, à des quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat, à des ex-transferts de charges ou à des frais d'émission d'emprunt.

### **Reclassements de présentation du comparatif 2024**

Aucun reclassement de présentation n'a été opéré sur la colonne comparative 2024.

En conséquence, la présentation séparée du bilan et du compte de résultat 2024 tels qu'arrêtés et publiés n'est pas requise.

### **3.5 Règles générales**

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

continuité de l'exploitation ;

permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;

indépendance des exercices.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles générales d'établissement et de présentation applicables. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont mentionnées dans l'annexe les informations présentant un caractère significatif au regard de l'activité, de la situation financière et du résultat de l'entité.

### 1.3. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les frais accessoires, droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, sont incorporés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

\* Matériel de bureau : 5 à 10 ans

\* Matériel informatique : 3 ans

\* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

### 1.4. Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## 1.5. Créances

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## 2. Informations relatives au bilan

### 2.1. Actif

#### 2.1.1 Etat de l'actif immobilisé (brut)

	Immobilisations	Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur fin exercice
Incorp.	Frais d'établissement et de développement – <b>TOTAL I</b>	-	-	-	-
	Autres postes d'immobilisations incorporelles – <b>TOTAL II</b>	-	-	-	-
Corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Construction sur sol propre	-	-	-	-
	Construction sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. gales, agencets et am. des constructions	-	-	-	-
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	-	-	-	-
	Installations générales, agencements, aménagements divers	-	-	-	-
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Matériel de bureau et mobilier informatique	33 609	2 301	5 021	30 889
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-
	<b>TOTAL III</b>	33 609	2 301	5 021	30 889

Financière	Participations évaluées par équivalence	-	-	-	-
	Autres participations	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	Prêts et autres immobilisations financières	5 173	-	-	5 173
<b>TOTAL IV</b>		5 173	-	-	5 173
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)</b>		38 782	2 301	5 021	36 062

## 2.2. Tableaux des amortissements

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	-	-	-	-	-	-
Corporelles	26 899	2 885	-	5 021	-	24 763
Financières	-		-		-	-
<b>TOTAL</b>	<b>26 899</b>	<b>2 885</b>	<b>-</b>	<b>5 021</b>	<b>-</b>	<b>24 763</b>

### 1.1.2. Immobilisations financières

	Augmentations		Diminutions	
	Réévaluation	Acquisition apports Virements	Virement poste à poste	Cessions Rebutis
Participations évaluées par équivalence	-	-	-	-
Titres de participation (y compris évaluées par équivalence. ci-dessus)	-	-	-	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-



Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts et autres immobilisations financières	-	-	-	-

### 1.1.3. Produits à recevoir

Libellés	Montant
INTÉRÊTS COURUS	
Immobilisations financières	-
Participations groupe	-
Participations Hors groupe	-
Clients	-
Associés	-
Valeurs mobilières de placements	1 420
AUTRES PRODUITS	
Factures à établir	-
RRR à obtenir, avoirs à recevoir	-
Personnel	-
Sécurité sociale	275
État	-
Divers	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 695</b>

### 1.1.4. Créances

	ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations		-	-	-
	Prêts		-	-	-
	Autres immobilisations financières		5 173	-	5 173
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux		6 508	6 508	-
	Autres créances clients		141 833	141 833	-
	Créance représentative des titres prêtés ou remis en garantie		-	-	-
	Personnel et comptes rattachés		-	-	-
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux		275	275	-
	État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices	-	-	-
		Taxe sur la valeur ajoutée	3 690	3 690	-
		Autres impôts, taxes et versement assimilés	-	-	-
		Divers	-	-	-
	Groupes et associés		-	-	-
	Débiteur divers		306 006	306 006	-
Charges constatées d'avance		55 662	55 662	-	
TOTAL		519 147	513 974	5 173	

## 2.3. Passif

### 1.1.5. Fonds propres

Variation des fonds propres	Début exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	Fin Exercice
Fonds propres sans droit de reprise	-	-	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-
Réserves	135 000	-	-	-	135 000
Report à nouveau	99 725	1 851	-	-	101 576
Excédent ou déficit de l'exercice	1 851	-1 851	2 377	-	2 377
<b>Situation nette</b>	<b>236 576</b>	<b>-</b>	<b>2 377</b>	<b>-</b>	<b>238 953</b>
Subventions d'investissement	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>236 576</b>	<b>-</b>	<b>2 377</b>	<b>-</b>	<b>238 953</b>

### 1.1.6. Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	Début exercice 1	Dotations exercice 2	Reprises exercice 3	Fin exercice 4
Litiges	-	-	-	-
Garanties données clients	-	-	-	-
Pertes marchés à terme	-	-	-	-
Amendes et pénalités	-	-	-	-
Pertes de change	-	-	-	-
Pensions et obligations similaires	33 225	1 415	-	34 641
Impôts	-	-	-	-
Renouvellement immobilisation	-	-	-	-
Gros. Entretien	-	-	-	-
Ch. Soc. Fisc. / congés à payer	-	-	-	-
Autres Provisions pour risques et charges	4 673	-	4 673	
<b>TOTAL</b>	<b>37 898</b>	<b>1 415</b>	<b>4 673</b>	<b>34 641</b>

### 1.1.7. Dettes financières et autres dettes

	Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes établissement de crédit				
- A 1 an max à l'origine	-	-	-	-
- A + d'1 à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières Divers	-	-	-	-
Fournisseur et comptes rattachés	40 304	40 304	-	-
Personnel et comptes rattachés	26 685	26 685	-	-
Sécurité sociale et autres organismes	69 255	69 255	-	-
Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-
TVA	16 589	16 589	-	-
Obligations cautionnées	-	-	-	-
Autres impôts et taxes	5 353	5 353	-	-
Dettes sur immobilisation Et comptes rattachés	-	-	-	-
Groupe et associés	-	-	-	-
Autres dettes	-	-	-	-
Dettes titres empruntés ou rem. Garant	-	-	-	-
Produits constatés d'avance	197 396	197 396	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>355 582</b>	<b>355 582</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

### 1.1.8. Charges à payer

Libellés	Montant
CONGES A PAYER	
Congés provisionnés	17 685
Charges sociales provisionnées	11 041
Charges fiscales provisionnées	-
INTERETS COURUS	
Emprunts et dettes assimilées	-
Dettes part. groupes	-
Dettes part. hors groupes	-
Dettes sociétés en participation	-
Fournisseurs	-
Associés	-
Banques	-
Concours bancaires courants	-
AUTRES CHARGES	
Factures à recevoir	28 070
RRR à accorder, avoirs à établir	-
Participation des salariés	-
Personnel	9 000
Sécurité sociale	3 936
Autres charges fiscales	-
Divers	-
<b>TOTAL</b>	<b>69 731</b>

### 3. Informations relatives au compte de résultat

#### 3.1. Rémunération des commissaires aux comptes

La rémunération des commissaires aux comptes s'élève à 5 275 euros en 2025.

#### 3.2. Subventions d'exploitation

	Union Européenne	Etat	Collectivités territoriales	Total
Concours publics	-	-	-	-
Subventions d'exploitations	19 900	75 000-	312 500	407 400
Subventions d'équilibre	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-	-	-	-

#### 3.3. Effectif

	Effectif moyen N	Effectif moyen N-1
Effectif contractuel en équivalents temps plein (ETP)	7	8.45
Dont Collaborateurs non cadres	0	0
Dont Collaborateurs cadres	7	8.45